

Un fonds d'investissement russe lorgne Sealand, l'îlot pirate

Le feuilleton continue. L'amas de métal et d'acier flottant au large des côtes britanniques, qui a servi de base d'émission de programmes piratés, n'a pas fini de faire parler de lui. Le « micro-Etat » suscite encore des convoitises. Cette fois-ci, les intéressés se trouvent de l'autre côté de l'Oural. En effet, un groupe d'investisseurs russes se déclarerait intéressé par l'ancienne base militaire. Ces derniers souhaitent installer un émetteur de communication indépendant. Dotée d'une telle installation, Sealand pourrait émettre sans contrainte et proposer un accès à Internet tout aussi libre. Cette nouvelle marque d'intérêt fait suite à l'offre déjà proposée par Pirate Bay. En effet, le pirate scandinave considère toujours la « principauté » flottante comme le lieu idéal susceptible d'accueillir le partage de fichiers illégaux ou encore les contenus politiques ou pornographiques interdits de circulation sur la Toile . Un vrai paradis de pirates, en somme. Rappelons qu'il s'agit d'une plate-forme militaire britannique abandonnée par l'armée après la seconde guerre mondiale. Roy Bates, un ancien gradé de l'armée britannique avait décidé de s'installer sur l'île et d'y émettre, en 1965, une radio pirate baptisée Radio Essex. A l'heure actuelle, une seule chose est sûre. Les péripéties de l'île n'ont pas manqué d'intéresser l'industrie cinématographique. Le cinéaste britannique Mike Newell devrait réaliser un long métrage autour de l'histoire rocambolesque de l'île.

Pirate Bay piraté par...des géants des médias La plate-forme suédoise a décidé de déposer plainte contre les géants des médias. La fuite inopportune d'une série de courriels en provenance de MediaDefender, un éditeur de solution anti-piratage, aurait prouvé l'implication de la société éditrice et de ses commanditaires dans la série d'attaques récemment subies par la plate-forme de partage. Le site a essuyé dénis de service, *hacking* et *spamming*. Les 700 Mb de mails dont dispose Pirate Bay confirment l'implication de l'éditeur et surtout les pratiques douteuses d'une industrie prête à recourir à tous les moyens, y compris les plus vils, pour protéger ses contenus.